

---

# **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

**Refonte du site internet de l'Ined**

**Consultation n° 2024.01**

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019.

---

Le présent document définit le cadre juridique des prestations décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les obligations des parties qui les ont acceptées, pour l'exécution du marché.



## SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE – CONTEXTE</b>	<b>3</b>
1.1 DESIGNATION DES PARTIES	3
1.2 CONTEXTE DE L’ACHAT	3
<b>2. OBJET DU MARCHE</b>	<b>3</b>
<b>3. NATURE ET FORME DU MARCHE</b>	<b>3</b>
3.1 LOTS	3
3.2 TRANCHES	3
3.3 MONTANT DU MARCHE	3
<b>4. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>5. DUREE D’EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>6. LE PRIX DU MARCHE</b>	<b>4</b>
6.1 DETERMINATION DES PRIX	4
6.2 CONTENU DES PRIX	4
6.3 VARIATION DES PRIX	5
<b>7. MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>5</b>
7.1 INTERLOCUTEURS PRIVILEGES	5
7.2 DESCRIPTION ET DEMARRAGE DES PRESTATIONS	5
<b>8. OBLIGATIONS DES PARTIES PENDANT L’EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>5</b>
<b>9. PENALITES POUR RETARD</b>	<b>5</b>
<b>10. MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION</b>	<b>6</b>
<b>11. AUTRES SELON SPECIFICITES DU MARCHE (LANGUES DES LIVRABLES, ETC.)</b>	<b>6</b>
<b>12. OPERATIONS DE VERIFICATION, RECEPTION ET GARANTIE</b>	<b>6</b>
12.1 MODALITES DE VERIFICATION ET D’ADMISSION	6
12.2 RECEPTION FINALE	6
<b>13. GARANTIE</b>	<b>7</b>
<b>14. ASSURANCES</b>	<b>7</b>
<b>15. SOUS-TRAITANCE</b>	<b>7</b>
<b>16. AVANCE</b>	<b>8</b>
<b>17. REGLEMENT DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
17.1 PRESENTATION DES FACTURES	8
17.2 REGLEMENT DES PRESTATIONS	9
17.2.1 AVANCE	9
17.2.2 ACOMPTES	9
17.2.3 SOLDE	9
<b>18. RESILIATION</b>	<b>9</b>
<b>19. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES</b>	<b>10</b>

# **1. PREAMBULE – CONTEXTE**

## **1.1 Désignation des parties**

D'une part, l'Institut national d'études démographiques (Ined), dont le siège est situé au 9 **Cours des Humanités 93322 AUBERVILLIERS, désignée dans le marché par « l'établissement »** ou « le Pouvoir adjudicateur ».

L'établissement contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur.

D'autre part, l'entreprise Titulaire du marché, désignée dans les documents contractuels par l'expression « le Titulaire » ou « l'Opérateur économique » ou « l'Entrepreneur ».

## **1.2 Contexte de l'achat**

Dans ses orientations stratégiques 2021-2025 l'Ined met l'accent sur le développement des transversalités et son travail éditorial pour la diffusion des connaissances (élargir et faciliter l'accès, développer son rayonnement, transferts et partages de connaissance, etc.). Or l'écosystème numérique actuel de l'Ined, bien que visible est vieillissant, manque d'homogénéité, et les outils technologiques utilisés ne permettent plus de répondre efficacement aux attentes en matière de sécurité et d'ergonomie.

C'est la raison pour laquelle l'Ined a entrepris en 2023 un audit et une étude des besoins de façon à repenser le socle technologique mais aussi préciser sa vision stratégique et éditoriale autour de son site internet ined.fr et de ses sites satellites. Le cadrage des besoins précisés dans ce document s'appuie sur les conclusions de cette démarche.

# **2. OBJET DU MARCHÉ**

Le marché a pour objet la refonte technique et graphique, la récupération des contenus, ainsi qu'un accompagnement autour de la réorganisation structurelle du site ined.fr dans sa version française et anglaise et de son écosystème de sites satellites.

# **3. NATURE ET FORME DU MARCHÉ**

Le marché porte sur des prestations de service de type Techniques de l'information et de la communication, conformément à l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication

C'est un marché à prix forfaitaire au sens de l'article R.2112-6 2° du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles L. 2123-1, R.2123-1 3°, R.2123-2, R.2123-4, R.2123-5 et suivants du Code de la commande publique, celui-ci est passé selon une procédure adaptée ouverte avec négociation définie par le pouvoir adjudicateur.

## **3.1 Lots**

Le marché est non alloti.

## **3.2 Tranches**

Le marché comprend une tranche ferme portant sur les prestations objet du marché et la garantie et une tranche conditionnelle portant sur la maintenance des prestations, à la suite de la période de garantie comprise dans la tranche ferme.

## **3.3 Montant du marché**

En application des dispositions du 2° de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, il est passé sans montant minimum et avec un montant maximum défini de 120 600€HT. Ce montant n'inclut pas le montant de la tranche optionnelle.

## **4. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE**

Les documents constitutifs du marché sont, conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG TIC) applicable aux prestations ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique (tranche ferme et tranche optionnelle) du titulaire.

Toute disposition figurant dans les documents complétés ou remis par le titulaire et contraire aux clauses des documents du marché est réputée non écrite.

## **5. DUREE D'EXECUTION DU MARCHE**

Le présent marché prend effet à compter de sa notification par tout moyen permettant de donner une date certaine, qui correspond à la date de réception par le Titulaire de la copie signée par les deux parties de l'acte d'engagement.

Celui-ci est conclu pour une période de trente (30) mois comprenant dix-huit (18) mois de réalisation des prestations et douze (12) mois de garantie. La tranche conditionnelle a une durée d'un an renouvelable deux (2) fois par tacite reconduction jusque 3 ans maximum.

Toutefois, durant cette période, l'Ined se réserve la faculté de résilier le marché, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de la réception de la demande de résiliation, moyennant un préavis de trois (3) mois.

## **6. LE PRIX DU MARCHE**

### **6.1 Détermination des prix**

L'entreprise produit une pièce financière dans le cadre de son offre, sous forme de trame, qui fera l'objet d'une Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). La trame doit être conforme au plan du CCTP.

Les prestations seront réglées au moyen de la DPGF produite par le titulaire du marché.

### **6.2 Contenu des prix**

Les prix sont fermes.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation en objet. Ils sont établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de la remise des offres, après négociation.

Aucun frais supplémentaire ne sera mis à la charge de l'établissement.

Ils sont mentionnés dans l'acte d'engagement, dans la DPGF et sur le devis du candidat. Ceux-ci intègrent tous les coûts nécessaires à la réalisation des prestations prévues au C.C.T.P et sont établis en tenant compte des sujétions non prévisibles.

La réalisation de prestations non prévues ou modificatives est décidée par avenant au marché initial par l'Ined, après consultation du titulaire sous la forme d'un devis. Ce devis doit être préalablement signé par l'Ined.

### **6.3 Variation des prix**

S.O.

## **7. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **7.1 Interlocuteurs privilégiés**

La Direction de la communication de l'Ined est celle en charge de la vérification des prestations réalisées et du suivi de l'exécution du marché.

L'Ined communiquera au titulaire, lors de l'attribution du marché, le nom et les coordonnées de ses interlocuteurs privilégiés au sein de l'établissement.

Le titulaire indiquera dans son offre le nom et les coordonnées du(es) interlocuteur(s) privilégié(s) de l'Ined pour l'exécution des prestations du marché.

### **7.2 Description et démarrage des prestations**

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du CCTP et à son offre technique et financière.

La mission débutera dès réception de la notification d'attribution du marché pour la tranche ferme.

Un ordre de service sera émis par l'Ined, un mois avant la fin de la période de garantie, définissant la date de début de la tranche conditionnelle.

## **8. OBLIGATIONS DES PARTIES PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Les prestations doivent être réalisées dans les délais impartis prévus dans le cadre de ce marché, sous peine de se voir appliquer des pénalités conformément à l'article 9 du présent document ci-dessous.

Par ailleurs, le titulaire est soumis à :

- **Une obligation permanente de conseil** : A ce titre, il est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'Ined. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'Ined toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

- Obligation de se conformer à l'ensemble des prescriptions légales, réglementaires et normatives régissant les prestations objet du marché ;

- Faire respecter par ses préposés et ses sous-traitants éventuels toutes les obligations issues du présent marché.

L'Ined s'engage à donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution du marché.

## **9. PENALITES POUR RETARD**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G-T.I.C. une pénalité de retard sera appliquée sur simple confrontation de la date de réception des prestations par le titulaire et la date théorique de réception de celles-ci prévue au CCAP.

Tout retard dans l'achèvement des prestations ou des livraisons, donnera lieu à une pénalité de retard fixée à 100€ par jour si le retard est dû au titulaire et dont l'Ined l'en a informé lors de la comitologie prévue. Cette pénalité pourra être appliquée sans mise en demeure préalable au titulaire du retard. Elle sera déduite des sommes facturées.

## **10. MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION**

Si l'intérêt de l'établissement ou un motif d'intérêt général les justifient, des modifications du marché peuvent être décidées par l'Ined. Le Titulaire est tenu de les exécuter dans les mêmes conditions que les prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, sans préjudice au droit à la compensation auquel il peut prétendre. Le titulaire ne pourra présenter de réclamation, quelle que soit l'importance des variations, en plus-value ou en moins-value, des estimations réalisées au vu des informations fournies dans le cadre de la procédure de mise en concurrence.

Le marché peut en outre être modifié conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique

## **11. AUTRES SELON SPECIFICITES DU MARCHE (LANGUES DES LIVRABLES, ETC.)**

L'ensemble des livrables attendus au titre du marché sera rédigé en français et/ou en anglais conformément au CCTP.

## **12. OPERATIONS DE VERIFICATION, RECEPTION ET GARANTIE**

### **12.1 Modalités de vérification et d'admission**

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, conformément aux articles 29 à 34 du CCAG TIC et au CCTP. Par dérogation aux articles 29 à 34 du CCAG TIC, l'Ined peut prendre les décisions suivantes concernant les prestations dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la fin de la vérification :

#### **Concernant les vérifications quantitatives :**

Accepter en l'état ;

Mettre en demeure le titulaire de compléter ou d'achever la prestation.

#### **Concernant les vérifications qualitatives, l'Ined peut prendre quatre types de décisions :**

Une décision d'admission sous réserve des vices cachés ;

Une décision motivée d'ajournement par laquelle le titulaire est invité à présenter à nouveau les prestations mises au point, et ce dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement ;

Une décision motivée de réfaction par laquelle il admet en l'état les prestations avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;

Une décision motivée de rejet qui peut être partiel ou total.

Les prestations objet des vérifications sont réputées admises passé le délai de 1 mois sus mentionné.

### **12.2 Réception finale**

A la fin de la période de garantie, l'Ined procède à la réception finale des prestations mettant un terme à la tranche ferme. La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière et sera conforme aux spécifications du CCAG.

## **13. GARANTIE**

Conformément à l'article 36 du CCAG-TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Ined.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'Ined un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

## **14. ASSURANCES**

Le titulaire reconnaît être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Ined des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette attestation est fournie par le titulaire dans son offre. Le titulaire devra pouvoir fournir cette attestation, en cas de demande par l'Ined en cours d'exécution du marché.

## **15. SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-14 du code de la commande publique du 1er avril 2019.

La déclaration d'un sous-traitant se fait par la remise d'un formulaire DC4 dûment rempli par les parties concernées (le Titulaire et son sous-traitant). Pour que le formulaire lui soit opposable, il doit également être signé par le représentant de l'Ined. Le DC4 mentionnera le détail précis des prestations à confier au sous-traitant, c'est-à-dire leur nature et leur quantité.

Si le Titulaire confie l'exécution de prestations à un sous-traitant, sans en informer préalablement l'Organisme contractant et sans l'accord de celui-ci, le sous-traitant ne peut prétendre à aucun paiement auprès de l'Ined. Toute sous-traitance non déclarée engage la responsabilité du Titulaire. Il est tenu à cet égard d'engager toutes les dépenses qui seront nécessaires à l'exécution des prestations.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

### **1°) Déclaration de sous-traitant au moment de dépôt de l'offre**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas dans

un cas d'interdiction d'accéder aux marchés publics. La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## **2°) - Déclaration de sous-traitance pendant l'exécution de l'accord-cadre**

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'Ined l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant (cf. acte spécial de sous-traitance - formulaire DC4 du Minefe).

## **16. AVANCE**

Puisque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché (tranche ferme ou tranche conditionnelle) divisé par sa durée exprimée en mois, du montant total du marché sauf renonciation expresse du prestataire figurant dans l'acte d'engagement.

Soit :

Montant du marché notifié = m

Durée du marché : 18 mois

Montant de l'avance =  $(12 \times m / 18) \times 30\%$

Elle n'est due au titulaire que sur la part du marché (tranche ferme ou tranche optionnelle) ne faisant pas l'objet de sous-traitance et son règlement interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification de chaque tranche.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectueront conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire (ou aux cotraitants). Lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire (ou aux cotraitants) et, éventuellement ses/leurs sous-traitants, atteint 65 % des sommes qui lui sont dues (acomptes ou règlements partiels définitifs). Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant toutes taxes comprises.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités ci-dessus.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

## **17. REGLEMENT DES PRESTATIONS**

### **17.1 Présentation des factures**

Les factures seront libellées au nom de l'Ined et outre les mentions légales, elles doivent impérativement comporter les renseignements suivants :

- Le numéro du marché
- La désignation des prestations facturées
- Le montant facturé HT et si besoin sa décomposition
- Le taux et le montant de la tva



- Le montant ttc.

Les factures seront libellées au nom de l'Ined, et selon la réglementation en vigueur, déposées par voie dématérialisée sur la plateforme ChorusPro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations suivantes seront nécessaires pour y déposer celles-ci :

\*Le numéro de SIRET de l'Ined : 18003702000039

\*Le code service à utiliser sera : FACTURES-PUBLIQUES (si vous êtes une structure publique) / FACTURES\_PRIVÉES (si vous êtes une structure privée)

\*Le numéro d'engagement correspondra au numéro de bon de commande « EJ/ORD/202x/0000xxxx », numéro qui devra vous être communiqué en temps voulu par votre interlocuteur Ined.

Le paiement se réalise par mandat administratif, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture par le service comptable et financier de l'Ined. Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fera courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

## **17.2 Règlement des prestations**

### **17.2.1 Avance**

Le montant de l'avance est versé au titulaire dans le délai maximum fixé à l'article 16 ci-dessus, à la notification du contrat.

### **17.2.2 Acomptes**

Le versement de l'acompte est lié à la remise d'un document, ici le compte-rendu (CR) des comités de pilotage (COPIL).

L'Ined, chargé du constat et sans mener une analyse qualitative des prestations (qui n'aura lieu qu'au moment de la réception) devra néanmoins vérifier que le document remis contient les éléments demandés dans les spécifications techniques et qu'il soit conforme aux attentes notamment en termes de délai.

Les COPIL se tiennent selon le planning suivant :

T0 = date de notification

COPIL 1 : T0 + 3 mois

COPIL x : T0 + 9 mois

COPIL y : T0 + 15 mois

Le paiement de l'acompte sera fait selon les préconisations du CCTP.

### **17.2.3 Solde**

Le solde de la tranche ferme est payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes et des documents livrables associés.

La demande de paiement de solde est adressée :

- par le titulaire

- par chaque co-traitant après les avoir fait viser par le mandataire (*si tel est le cas*) à l'Ined, accompagnée de la décision de réception qui lui aura été notifiée par l'Ined.

Toutefois si aucune décision n'est notifiée au titulaire dans le délai de vérification prévu au paragraphe **12** plus deux jours, le titulaire peut envoyer sa demande de paiement sans la décision de réception.

## **18. RESILIATION**

La résiliation du marché pourra être prononcée conformément aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC. Il est précisé ici que l'Ined peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire conformément aux articles précités.

## **19. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

Les éventuels différends ou litiges devront être consignés par écrit et seront réglés si possible à l'amiable entre le titulaire et l'Ined.

En cas de désaccord, le comité consultatif de règlement amiable peut être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire, conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019.

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Montreuil conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du code de justice administrative.

# Annexe 1 au CCAP

## PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LE CADRE DE LA SOUS-TRAITANCE

Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, entré en vigueur le 25 mai 2018, énonce de nouveaux droits et obligations relatifs aux données à caractère personnel et incombant aux Parties.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du Règlement est l'Ined et le sous-traitant est le Titulaire du marché.

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de l'Ined les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### 1. Description du traitement de données à caractère personnel

Les Parties reconnaissent que les informations figurant dans le tableau ci-dessous peuvent être amenées à évoluer dans le cadre de l'exécution du Marché. Les parties s'engagent à mettre à jour et à tenir une version actualisée à la disposition de chacun et à le communiquer sur demande.

<b>Description des opérations réalisées sur les données</b>	Relevé des inscriptions aux lettres d'informations, aux alertes de parution, aux événements organisés par l'Ined, formulaire de contacts des différents services Ined
<b>Finalité du traitement</b>	Assurer la bonne organisation des événements. Fournir l'informations aux abonnés aux alertes et lettre d'information. Répondre aux demandes d'information contact
<b>Type de données personnelles</b>	Nom, prénom, email, rattachement, accord d'inscription à la lettre d'information Ined, accord d'inscription à la lettre d'information NCOP. En opt-in
<b>Catégories de personnes concernées</b>	Inscrits volontaires aux lettres et alertes. Participants aux événements Ined
<b>Catégories de destinataires des données</b>	L'équipe web et le personnel gestionnaire des événements uniquement
<b>Durée de conservation des données</b>	6 mois pour événements ; sans limite pour les alertes et lettres d'information
<b>Transfert de données hors UE</b>	Non, hébergement sur serveurs internes Ined

### 2. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'Ined

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant dans le marché ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut conformément à l'article 25 du règlement ;
- Mettre à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations notamment la conformité et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits conformément à l'article 28 du règlement ;
- Communiquer à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ;
- Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du de l'acheteur conformément à l'article 30 du règlement ;
- Aider l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;

En cas de sous-traitance appelée par le Titulaire du marché, cette dernière veille à ce que les sous-traitants agréés respectent les obligations du Marché et des présentes.

### **3. Obligations de l'Ined vis-à-vis du titulaire**

L'Ined s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.
- Notifier à l'autorité de contrôle concernée toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 72 heures, à compter de la prise de connaissance d'un tel évènement, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées.

### **4. Sécurité des données**

le Titulaire doit avoir mis en place et maintenir à jour, pendant toute la durée du contrat, toutes les mesures de sécurité appropriées en vue d'assurer la sécurité des données à caractère personnel dans l'objectif d'éviter toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient issus d'actes illicites ou bien caractérisés de force majeure.

Ces mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque peuvent être :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Tous moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Tous moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

### **5. Droits d'Information des personnes concernées**

Le Titulaire fournira tout renseignement, document, information, ou fichier nécessaire afin d'aider l'Ined à répondre à son obligation de donner suite aux demandes d'exercices des droits des personnes concernées. Ces demandes peuvent recouvrir l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données ou du droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (profilage compris).

## **6. Violation de données à caractère personnel**

En cas de violation des données à caractère personnel pour quel que motif que ce soit (perte, accès ou divulgation, destruction etc.), le Titulaire doit en informer l'Ined par voie de notification au plus tard dans un délai de 48 heures à compter de la prise de connaissance de cet évènement.

Cette notification doit préciser la nature de la violation des données, le nombre approximatif et les catégories de personnes concernées par la violation, ainsi que le nombre approximatif et les catégories de traitement à caractère personnel touchées, le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, la description des conséquences probables de cette violation ainsi que tout document utile à l'acheteur qui lui permettrait de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente conformément aux articles 4 et 33 du Règlement.

Dans le cas où la violation résulte d'une faute du Titulaire, ce dernier s'engage à ses frais à mettre en œuvre sans délai toutes mesures coercitives ayant pour but de faire cesser la violation et prévenir les conséquences négatives, tout en présentant dans un délai convenu un plan d'action décrivant des mesures évitant qu'une violation identique ne se reproduise. Conformément aux articles 82 et 83 du Règlement, le Titulaire engage alors sa responsabilité et peut recevoir une amende administrative au titre de sanctions. Une telle faute est constitutive d'un motif de rupture du Marché.

Il appartient à l'Ined de communiquer directement aux personnes concernées la violation, lorsqu'elle est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés de la personne, en lui précisant la description des mesures prises ou à prendre pour remédier à cette violation et les mesures pour en atténuer les conséquences négatives éventuelles.

## **7. Fin du contrat et sort des données à caractère personnel**

Au terme du Marché, quel qu'en soit le motif, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel en sa possession. Un procès-verbal attestant de la destruction des données à caractère personnel devra être adressé à l'Ined dans un délai de 3 mois maximum à compter de la fin du marché.